



Votre rapport de diagnostic

Diagnostic de Performance Énergétique



- SNC INVEST HOTEL ST MARTIN D HERES
3 AVENUE ZELLA MELHIS
ZAC DU CENTRE VILLE
38400 ST MARTIN D HERES
- N° de dossier : 962509
- Date de réalisation : 06/03/2018

Consommation énergétique

Emission de GES



AXA France IARD SA	Référence contrat d'assurance Contrat n° 3912280604 Client n° 0475461720	Attestation valable jusqu'au 31/12/2018
réinventons / notre métier AXA	Attestation présente sur le DDT complet	

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (6.3.C BIS)

Une information au service de la lutte contre l'effet de serre

N° :962509
Valable jusqu'au :05/03/2028
Le cas échéant, nature de l'ERP : O: Hôtels et pensions de famille
Année de construction :1983 - 1988

Date (visite) :06/03/2018
Diagnosticteur :Laurent BOUCHET
Signature :

Laurent Bouchet

allo|diagnostic
Digne-les-Bains - 04 75 00 00 00
40000 Digne-les-Bains
Tél : 04 75 00 00 00

Adresse :3 AVENUE ZELLA MELHIS ZAC DU CENTRE VILLE 38400 ST MARTIN D HERES

☒ Bâtiment entier ☐ Partie de bâtiment (à préciser)

S_{th} : 1100 m²

Propriétaire :

Nom :SNC INVEST HOTEL ST MARTIN D HERES

Adresse :2 RUE D ANKARA
75016 PARIS

Gestionnaire (s'il y a lieu) :

Nom :

Adresse :

Consommations annuelles d'énergie

Période des relevés de consommations considérée : 2018-2017-2016. Le présent diagnostic de performance énergétique a été enregistré sur le site de l'ADEME sous le numéro : 1838V8000106T

	Consommations en énergies finales	Consommations en énergie primaire	Frais annuels d'énergie
	détail par énergie en kWh _{EP}	détail par énergie en kWh _{EP}	
Bois, biomasse	-	-	-
Électricité	Electricité : 276 780 kWh _{EP}	714 092 kWh _{EP}	38 251 €
Gaz	-	-	-
Autres énergies	-	-	-
Production d'électricité à demeure	-	-	-
Abonnements			262 €
TOTAL		714 092 kWh_{EP}	38 513 €

Consommations énergétiques
(en énergie primaire)

pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire, le refroidissement, l'éclairage et les autres usages, déduction faite de la production d'électricité à demeure

Consommation estimée : 649 kWh_{EP}/m².an

Bâtiment économe

≤ 30 **A**

31 à 90 **B**

91 à 170 **C**

171 à 270 **D**

271 à 380 **E**

381 à 510 **F**

> 510 **G** **649**

Bâtiment énergivore

kWh_{EP}/m².an

Émissions de gaz à effet de serre
(GES)

pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire, le refroidissement, l'éclairage et les autres usages

Estimation des émissions : 21 kg_{eqCO2}/m².an

Faible émission de GES

≤ 3 **A**

4 à 10 **B**

11 à 25 **C**

26 à 45 **D**

46 à 70 **E**

71 à 95 **F**

> 95 **G**

Forte émission de GES

Bâtiment

21
kg_{eqCO2}/m².an

Descriptif du bâtiment (ou de la partie de bâtiment) et de ses équipements

Bâtiment		Chauffage et refroidissement	Eau chaude sanitaire, ventilation, éclairage
Murs : Bloc béton creux d'épaisseur 20 cm ou moins donnant sur l'extérieur avec isolation intérieure (9 cm)		Système de chauffage : Panneaux rayonnants NFC (système individuel) Pompe à chaleur air/air avec programmeur (système individuel)	Système de production d'ECS : Chauffe-eau électrique (système individuel)
Toiture : Plafond sous solives bois donnant sur l'extérieur avec isolation intérieure (20 cm)			Système d'éclairage : Tubes fluorescents
Menuiseries ou parois vitrées : Fenêtres battantes bois double vitrage avec lame d'air 8 mm Portes-fenêtres battantes bois double vitrage avec lame d'air 8 mm		Système de refroidissement : Néant	Système de ventilation : VMC SF Hygro (extraction)
Plancher bas : Dalle béton donnant sur un terre-plein		Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint : Néant	
Nombre d'occupants : Néant		Autres équipements consommant de l'énergie : Néant	
Énergies renouvelables		Quantité d'énergie d'origine renouvelable : 0 kWh _{EP} /m².an	
Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables : Néant			

Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur ;
- Pour comparer différents locaux entre eux ;
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Factures et performance énergétique

La consommation est estimée sur la base de factures d'énergie et des relevés de compteurs d'énergie. La consommation ci-dessus traduit un niveau de consommation constaté. Ces niveaux de consommations peuvent varier de manière importante suivant la qualité du bâtiment, les équipements installés et le mode de gestion et d'utilisation adoptés sur la période de mesure.

Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie utilisée dans le bâtiment (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour disposer de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle utilisée en bout de course.

L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

Constitution de l'étiquette énergie

La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du bien.

Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements installés à demeure (sur le bâtiment ou à proximité immédiate).

Commentaires:

Néant

Conseils pour un bon usage

La gestion des intermittences constitue un enjeu capital dans ce bâtiment : les principaux conseils portent sur la gestion des interruptions ou des ralentis des systèmes pour tous les usages (chauffage, ventilation, climatisation, éclairage ou autres).

Gestionnaire énergie

- Mettre en place une planification énergétique adaptée à l'établissement.

Chauffage

- Vérifier la programmation hebdomadaire et/ou quotidienne.
- Vérifier la température intérieure de consigne : elle peut être abaissée considérablement selon la durée de la période d'inoccupation, traitez chaque local avec sa spécificité (par exemple, température entre 14 et 16°C dans une salle de sport, réglez le chauffage en fonction du taux d'occupation et des apports liés à l'éclairage dans une salle de spectacle).
- Réguler les pompes de circulation de chauffage : asservissement à la régulation du chauffage, arrêt en dehors des relances.

Ventilation

- Si le bâtiment possède une ventilation mécanique, la programmer de manière à l'arrêter ou la ralentir en période d'inoccupation.

Eau chaude sanitaire

- Arrêter les chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation.
- Changer la robinetterie traditionnelle au profit de mitigeurs.

Confort d'été

- Installer des occultations mobiles sur les fenêtres ou les parois vitrées s'il n'en existe pas.

Éclairage

- Profiter au maximum de l'éclairage naturel.
- Remplacer les lampes à incandescence par des lampes basse consommation.
- Installer des minuteurs et/ou des détecteurs de présence, notamment dans les circulations et dans les sanitaires.
- Optimiser le pilotage de l'éclairage avec par exemple une extinction automatique des locaux la nuit avec possibilité de relance.

Bureautique

- Opter pour la mise en veille automatique des écrans d'ordinateurs et pour le mode économie d'énergie des écrans lors d'une inactivité prolongée (extinction de l'écran et non écran de veille).
- Veiller à l'extinction totale des appareils de bureautique (imprimantes, photocopieurs) en période de non utilisation (la nuit par exemple) ; ils consomment beaucoup d'électricité en mode veille.
- Opter pour le regroupement des moyens d'impression (imprimantes centralisées) ; les petites imprimantes individuelles sont très consommatrices.

Sensibilisation des occupants et du personnel

- Éteindre les équipements lors des périodes d'inoccupation.
- Sensibiliser le personnel à la détection de fuites d'eau afin de les signaler rapidement.
- Veiller au nettoyage régulier des lampes et des luminaires, et à leur remplacement en cas de dysfonctionnement.
- Veiller à éteindre l'éclairage dans les pièces inoccupées, ainsi que le soir en quittant les locaux.
- Sensibiliser les utilisateurs de petit électroménager : extinction des appareils après usage (bouilloires, cafetières), dégivrage régulier des frigos, priorité aux appareils de classe A ou supérieure.
- En été, utiliser les occultations (stores, volets) pour limiter les apports solaires.

Compléments

Néant

Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant, quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie du bâtiment ou de la partie du bâtiment.

Mesures d'amélioration	Commentaires
Remplacement fenêtres par du double-vitrage VIR	Recommandation : Il faut remplacer les fenêtres existantes par des fenêtres double-vitrage peu émissif pour avoir une meilleure performance thermique. Détail : Lors du changement, prévoir des entrées d'air de manière à garantir un renouvellement d'air minimal. Pour bénéficier du crédit d'impôts, une performance thermique minimum est exigée. L'amélioration de la performance thermique des baies vitrées permet surtout de réduire l'effet "paroi froide" en hiver et donc d'abaisser les températures de consigne.
Installer des protections solaires (volets ou stores)	Recommandation : Installer des protections solaires (stores ou volets) de préférence extérieure sur les fenêtres de toit afin de limiter les surchauffes en été. Détail : Pour occulter les ouvertures, les volets : les volets roulants sont particulièrement bien adaptés aux exigences du confort d'été, mais les volets battants, les persiennes, etc., sont eux aussi efficaces.
Remplacement de l'ECS existant par un ECS thermodynamique	Recommandation : Lors du remplacement envisager un équipement performant type ECS thermodynamique. Détail : Remplacer par un ballon type NFB (qui garantit un bon niveau d'isolation du ballon) ou chauffe-eau thermodynamique. Un ballon vertical est plus performant qu'un ballon horizontal. Il est recommandé de régler la température à 55°C et de le faire fonctionner de préférence pendant les heures creuses. Pendant les périodes d'inoccupation importante, vous pouvez arrêter le système de chauffe sanitaire et faire une remise en température si possible à plus de 60°C avant usage.

Commentaires

Néant

Références réglementaires et logiciel utilisés : Article L134-4-2 du CCH et décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, arrêté du 27 janvier 2012 relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, arrêté du 1er décembre 2015, 22 mars 2017 décret 2006-1653, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 et décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH. Logiciel utilisé : LICIEL Diagnostics v4.

Si votre bien a été construit avant le 1er Janvier 1997, par notre devoir de conseil nous vous rappelons vos obligations de faire réaliser en cas de travaux un Repérage Amiante Avant Travaux par un diagnostiqueur certifié qui suivra le programme de repérage de la liste C du décret du 3 juin 2011 et de l'annexe A de la norme NF X 46-020 de décembre 2008. Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour plus d'informations :

www.developpement-durable.gouv.fr, rubrique Performance énergétique
www.ademe.fr

Date (visite) : 06/03/2018

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert - Parc Edonia - Bâtiment G Rue de la Terre Victoria 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)**

Nom de l'opérateur : **Laurent BOUCHET**, numéro de certification : **CPDI 0721** obtenue le **28/07/2015**

ATTESTATION D'INDEPENDANCE ET DE MOYENS

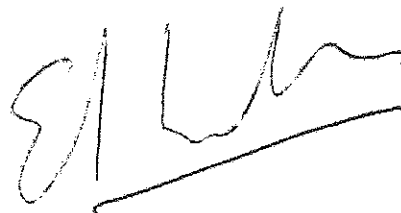
Je, soussigné Edouard CARVALLO, Président du groupe ALLO DIAGNOSTIC, ayant son siège social à MONTROUGE (92120), 62 B Avenue Henri Ginoux, atteste sur l'honneur que la société répond en tous points aux exigences définies par les articles L 271-6 et R 271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Ainsi, la société ALLO DIAGNOSTIC n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni vis-à-vis du propriétaire (ou de son mandataire) faisant appel à elle, ni vis-à-vis d'une quelconque entreprises pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il est demandé d'établir l'un des documents constituant le Dossier de Diagnostics Techniques.

La société ALLO DIAGNOSTIC est titulaire d'un contrat d'assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité liée à ses interventions (RC professionnelle souscrite auprès de la société d'assurance AXA, sous les polices numérotées 3912280604 et 3912431104).

Enfin, la société ALLO DIAGNOSTIC dispose de tous les moyens matériels et en personnel nécessaire à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le Dossier de Diagnostics Techniques.

Fait à Paris,
Le 2 janvier 2018



Siège social :
62bis Avenue Henri Ginoux
92120 Montrouge

Siège administratif :
Parc Saint Flacre
53200 Château-Gontier



SAS ALLO DIAGNOSTIC
62 BIS AVENUE HENRI GINOUX
92120 MONTROUGE FR

ATTESTATION

Votre conseiller
CNA
 175 BOULEVARD PEREIRE
 75017 PARIS
Tel: 01 40 60 02 02
Tax: 01 40 60 05 00
Email: CONTACT@NAISSANCE.COM

Vos références:
Contrat n° 3912280604

AXA France IARD, atteste que:

SAS ALLO DIAGNOSTIC
62 BIS AVENUE HENRI GINOUX
92120 MONTROUGE

a souscrit un contrat d'assurance Responsabilité Civile 1ère ligne n° 3912280604 et un contrat d'assurance Responsabilité Civile 2ème ligne n° 3912431104, garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent du fait de l'exercice des activités garanties par ce contrat:

Les diagnostics techniques immobiliers obligatoires

- Repérage avant-vente
- Contrôle des risques d'exposition au plomb
- Diagnostic de performance énergétique
- Risque de l'installation intérieure de gaz
- Etat de l'installation intérieure d'électricité
- Contrôle du bâtiment relatif à la présence de termites
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- L'infestation

Les autres diagnostics

- Dossier Technique Amiante (DTA)
- Diagnostic Technique Capteurs (DTC)
- Dossier Amiante Fines Finales (DAFF)
- Contrôle du plomb dans le sol
- Contrôle des fuites de conservation des matériaux contenant de l'arsenic
- Repérage de l'amiante avant travaux
- Repérage de l'amiante avant démolition
- Repérage du plomb avant travaux
- Diagnostic d'accessibilité handicapés
- Contrôle des fuites gazeuses dans les appartements individuels et non bâtis
- Amélioration de surface: Les Cotez: Surface habitable, surface utile
- Diagnostic Technique Immobilier (DTI)
- Etat des lieux locatif

- Diagnostic de pollution des sols
- Audit de pré-acquisition
- Recherche des métaux lourds
- Dossier de mutation
- Diagnostic technique en vue de la mise en copropriété
- Audit de la paroi privative en assainissement collectif
- Etat des lieux dans le cadre des dispositifs Robien et Soler
- Attestation de descente du logement (critères de surface et d'habitabilité)
- Diagnostic sécurité piscine
- Test d'étanchéité à l'air des bâtiments
- Attestation de conformité à la Réglementation Thermique
- Réalisation de documents uniques d'évaluation des Risques Professionnels
- Formation aux métiers du Diagnostic
- L'Analyse de la qualité de l'air et la Recherche de fuites
- Vérification de la VMC
- Pose de détecteurs incendie
- Capteur Amiante
- Rédaction de Plan de Prévention des Risques, nécessaire lors de l'intervention d'une entreprise extérieure sur le site d'une entreprise utilisatrice
- Actes de prélèvement légionnelle
- Perte de l'eau
- Mesures d'empoussièrement
- A effet du 17/01/2017 → Habilitation COFRAC: contrôles électriques suivants:

- VI (BT): Vérifications initiales des installations électriques permanentes limitées à la basse tension et sur demande de l'inspection du travail des installations électriques permanentes ou temporaires limitées à la basse tension, installations alimentées depuis un branchement à puissance limitée ou un branchement à puissance surveillée.
- VP (BT): Vérifications périodiques des installations électriques permanentes limitées à la basse tension, alimentées depuis un branchement puissance limitée ou un branchement à puissance surveillée, sans modification de structure et réalisés sur la base des rapports de vérification précédents
- VT (BT): Vérifications, avant mise en service, des installations électriques temporaires limitées à la basse tension, alimentées depuis un branchement à puissance limitée ou un branchement à puissance surveillée.

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 759 030 Euros
 Siège social: 175 Boulevard Pereire - 75017 Paris - France
 Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 332 074 000 000
 Capital: 214 759 030 Euros

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 759 030 Euros
 Siège social: 175 Boulevard Pereire - 75017 Paris - France
 Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 332 074 000 000
 Capital: 214 759 030 Euros

Garanties du contrat 1 Ligne N° 3912280604

Montant des garanties: « Lorsque un même sinistre met en jeu simultanément différentes garanties, l'engagement maximum de l'assureur n'excède pas, pour l'ensemble des dommages, le plus élevé des montants prévus pour ces garanties » ainsi qu'il est précisé à l'article 6.3 des conditions générales.

Nature des Dommages	LIMITES DES GARANTIES
Tout dommage: corporels, matériels et immatériels consécutifs concludus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-dessus)	9 000 000 € par année d'assurance et par sinistre
Dont:	
- Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance et par sinistre
- Dommages matériels et immatériels consécutifs concludus	1 200 000 € par année d'assurance et par sinistre
Autres garanties:	
Attaque accidentelle à l'environnement (tous dommages concludus)	750 000 € par année d'assurance
Article 5.1 des conditions générales	
Responsabilité civile professionnelle (tous dommages concludus)	Par expert: 300 000 € par année et 500 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens concludus (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
Reconstitution de documents/médias concludus (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

Garanties contrat 2ème Ligne N° 3912431104

La garantie de l'Assureur s'exerce à concurrence des montants suivants pour la seule garantie Responsabilité Civile Professionnelle: Tout dommage concludus 2 000 000 € par année et par année d'assurance et par filière, membre du GIE joint.

« Dommages résultant d'activités à l'environnement accidentelles sur les sites des clients de l'assuré » 1 500 000 € par sinistre et par année d'assurance et par filière, membre du GIE.

Il est précisé que ces montants interviennent:

- en excédent des montants de garanties du contrat 1ère ligne.
- après épuisement des montants de garanties fixés par année d'assurance dans le contrat de 1ère ligne.

En cas d'intervention du présent contrat au premier euro, il sera fait application des franchises du contrat de 1ère ligne.

La validité cesse pour les risques situés à l'étranger des lois que l'assurance de ces derniers doit être souscrite conformément à la législation locale auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation, valable du 01.01.2018 au 31.12.2018 inclus sous réserve des possibilités de suspension ou de radiation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat. Elle est destinée, pour servir et valoir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à PARIS
 le 5 Janvier 2018
 Pour la société:

[Signature]

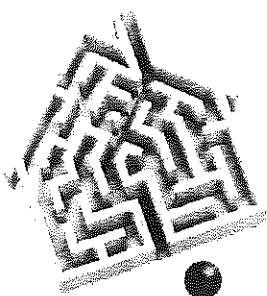
AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 759 030 Euros
 Siège social: 175 Boulevard Pereire - 75017 Paris - France
 Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 332 074 000 000
 Capital: 214 759 030 Euros

2/4

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 759 030 Euros
 Siège social: 175 Boulevard Pereire - 75017 Paris - France
 Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 332 074 000 000
 Capital: 214 759 030 Euros



Certificat de compétences Diagnosticteur Immobilier

N° CPDI 0721 Version 010

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur BOUCHET Laurent

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention** Date d'effet : 12/10/2017 - Date d'expiration : 11/10/2022
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention* Date d'effet : 12/10/2017 - Date d'expiration : 11/10/2022
DPE tout type de bâtiments	Diagnostic de performance énergétique avec mention : DPE tout type de bâtiment Date d'effet : 05/10/2015 - Date d'expiration : 27/07/2020
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel Date d'effet : 28/07/2015 - Date d'expiration : 27/07/2020
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 08/07/2014 - Date d'expiration : 07/07/2019
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 23/05/2014 - Date d'expiration : 22/05/2019
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 02/07/2017 - Date d'expiration : 01/07/2022
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine Date d'effet : 02/02/2016 - Date d'expiration : 01/02/2021

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Edité à Saint-Grégoire, le 11/09/2017.

* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

**Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.

I.Cert
Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnosticteur
Portée disponible sur www.icert.fr

cofrac
ACCREDITATION
N° 4-0522
POITEE
CERTIFICATION
DE PERSONNES
DISPONIBLE SUR
WWW.COFRAC.FR